

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1912-1913.

Budget des Recettes et des Dépenses du Congo belge pour l'exercice 1913 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

Toutes les sections ont adopté le projet de budget.

Fort peu d'observations ayant été présentées cette année, la section centrale a émis le vœu que le rapport reflète cette situation, qu'il soit bref et que la Chambre soit mise à même de se prononcer sur le projet de budget, conformément à la charte coloniale, avant la fin de l'année.

*
* *
*

Le budget pour l'année 1913 prévoit des dépenses ordinaires à concurrence de fr. 50 933,064

Les recettes escomptées ne s'élèvent qu'à 40,418,100

Il solde donc en déficit de . . . fr. 10,514,964

D'autre part, le budget prévoit, à l'extraordinaire, des dépenses de fr. 15,024,020.24.

Les ressources destinées à couvrir ces dépenses extraordinaires seront demandées à l'emprunt.

Un membre de la section centrale a fait observer que, jusqu'ici, les projets des budgets ordinaires de la colonie ont été présentés en déficit.

Cependant il résulte du dernier rapport sur l'administration du Congo belge que les exercices écoulés (1908 à 1911) offrent un excédent global de recettes, à l'ordinaire, de fr. 12,441,965.74 (chiffre provisoire).

Ce résultat, sur lequel il est superflu d'appeler l'attention de la Chambre, confirme d'ailleurs les déclarations que M. le Ministre des Colonies a faites, au début de l'année, à la Chambre.

(1) Budget, n° 5.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Poncélet, Versteyleu, de Ponthière, Van Mareke, Tibbaut, Verhaegen.

QUESTION.

Pourquoi, en présence de ces faits rassurants, le Ministre persiste-t-il, pour l'exercice 1913, à présenter à la Chambre un projet de budget soldant par un déficit de plus de dix millions?

A cette question, posée par un membre de la section centrale, M. le Ministre des Colonies a fait la réponse suivante :

RÉPONSE.

Les budgets auxquels fait allusion la question ont été établis en tenant compte de recettes et de dépenses prévues aussi exactement que possible. Les faits ont établi sur les recettes une plus-value et sur les crédits alloués pour les dépenses, un excédent. Des recettes imprévues et exceptionnelles sont venues, en outre, augmenter les ressources de la colonie.

Le projet de budget de 1913 clôture en déficit parce que le Ministre veut présenter la situation telle qu'elle existe actuellement, selon les prévisions normalement établies. Il se peut que des recettes exceptionnelles se produisent, mais il n'est pas possible d'en tenir compte actuellement.

*
* *

Le membre de la section centrale qui a demandé que cette question fût posée, a loyalement reconnu que les projets de budget dressés par M. le Ministre des Colonies donnent une incontestable impression de sincérité.

La réponse du Ministre ne peut que confirmer cette impression.

Aussi longtemps qu'un déficit sérieux, à l'ordinaire, ne sera pas révélé par les comptes des exercices clôturés, il n'y aura pas lieu, au surplus, d'examiner si c'est au système de la subvention métropolitaine ou à celui de l'emprunt qu'il conviendra de recourir.

*
* *

La question de savoir si l'indemnité provenant de la Compagnie du Kasai et versée par le Ministre au chapitre des recettes imprévues du budget ordinaire de 1914, figure à la place qu'elle doit occuper, a été soulevée à nouveau.

Le rapporteur a posé la question au Ministre et a reçu, en réponse, la note que voici :

NOTE.

Un principe général de comptabilité publique, se retrouvant dans toutes les législations financières, veut que « tous les droits et produits à recouvrer soient rattachés à l'exercice de l'année de leur échéance ou de leur exigibilité ».

Ce principe se retrouve à l'article 3 de l'arrêté royal organique de la comptabilité belge, du 10 décembre 1868; l'article 16 de la loi du 15 mai 1846

précise même : « il est également fait recette à l'exercice courant... généralement de tous les fonds qui proviendraient d'une source étrangère aux crédits législatifs. »

C'est en vertu de ce principe général que l'indemnité a été prise en recette à l'exercice courant (budget ordinaire).

Une autre affectation n'aurait-elle pas pu être donnée à cette indemnité ?

On aurait pu, par exemple, considérer cette indemnité comme le prix de l'aliénation d'une partie de l'avoir colonial et soutenir que cette recette devait compenser les dépenses ayant pour effet d'augmenter l'outillage économique. L'indemnité aurait ainsi été prise en recette à l'extraordinaire.

Pareille façon de procéder eût été en opposition au principe général exposé ci-dessus et, pour permettre une exception, il faut une autorisation nette, précise et restant de stricte interprétation. Ce texte d'exception faisait absolument défaut ; aucune loi autorisant les dépenses extraordinaires, *aucun budget extraordinaire n'a autorisé d'autres voies et moyens pour le paiement que les ressources d'emprunt*. Faire recette de l'indemnité du Kasai à l'extraordinaire eût donc été une infraction aux lois de budget.

La même infraction eût été commise si l'on avait fait remploi de cette indemnité ; c'est-à-dire si, cette somme provenant d'une aliénation d'une partie du portefeuille, on avait voulu reconstituer le portefeuille à due concurrence. L'autorisation légale indispensable faisait défaut pour procéder à semblable opération.

Au surplus, quel que soit le mode de recette adopté, le résultat devait rester identique.

En faisant recette à l'ordinaire, on a évidemment augmenté les moyens de paiement de Trésorerie, et ces moyens ont été utilisés pour le paiement des dépenses extraordinaires. *Il n'y a eu recours à l'emprunt que lorsque ces moyens ont été épuisés*. Et, en fait, on peut remarquer que les ressources extraordinaires créées par la colonie sont restées inférieures aux dépenses de cette nature.

En résumé, le mode de recette adopté pour l'indemnité de Kasai est conforme aux principes fondamentaux de la comptabilité publique ; tout autre mode eût constitué une infraction aux lois budgétaires et n'eût point amené des résultats sensiblement différents.

*
* * *

Les membres de la Chambre liront avec non moins d'intérêt la note suivante que la section centrale a reçue du Département des Colonies et qui explique l'innovation introduite cette année dans la façon de dresser le budget colonial. Cette innovation répond aux promesses faites à la Chambre par M. le Ministre.

BUDGET.

Le projet de budget de la colonie, tel qu'il est soumis aux Chambres, comporte deux grandes divisions :

La première comprend le Budget général, l'autre les Budgets locaux.

Le Budget général prévoit les recettes et les dépenses qui ont un caractère général ; les recettes de la douane, les recettes postales et judiciaires, le produit des exploitations en régie, etc. et, d'autre part, les dépenses relatives au service de la dette, les frais d'administration judiciaire, postale, douanière.

Les Budgets locaux, dans le projet qui vous est soumis, sont au nombre de deux : l'un se rapporte au Vice-Gouvernement Général du Katanga, l'autre au restant du territoire. Ils déterminent, l'un et l'autre, les ressources qui les alimentent et les dépenses qui leur incombent.

Si cette innovation donne les résultats que le Gouvernement en attend, c'est-à-dire une utilisation plus judicieuse des ressources de la colonie, des initiatives plus raisonnées de la part des chefs dont le nouveau système augmente les responsabilités en même temps que les pouvoirs, il entre dans les intentions de l'Administration de créer d'autres budgets locaux répondant à de nouvelles organisations administratives.

Une autre modification importante dans la forme du budget de la colonie est celle qui a permis de ramener la décomposition des crédits de 190 articles en 1912 à 76 dans le projet de 1913.

On a condensé sous les mêmes rubriques des articles se rapportant à des objets identiques, mais à des services différents. Telles sont les dépenses prévues aux rubriques concernant les « traitements et rémunération du personnel blanc de la colonie » ; « frais de voyage de ce personnel » ; « salaire et entretien du personnel noir général » ; « dépenses de matériel : fournitures de bureau, de mobilier et matériel d'administration » ; « matériel technique des divers services » ; « fret et transports » ; « droits d'entrée ».

Cette rédaction donne plus d'élasticité au budget, évite des virements, et simplifie les écritures de justification des crédits.

Les tableaux récapitulatifs des dépenses, annexés, facilitent la comparaison des crédits avec ceux alloués pour les budgets antérieurs.

Le service des mines fait l'objet d'un chapitre spécial, de façon à pouvoir en déterminer plus facilement le compte.

*
*
*

C'est l'enseignement professé à l'école coloniale qui doit donner à notre personnel d'Afrique la formation spéciale nécessaire à des collaborateurs sérieux de la grande œuvre civilisatrice entreprise au Congo.

A ce propos, une question a été posée.

QUESTION.

La section centrale désire savoir de quel chef le crédit demandé pour l'école coloniale en vue de l'exercice 1913 est inférieur de 42,476 francs à celui alloué pour l'exercice 1912. La décroissance du nombre d'élèves admis à suivre les cours a-t-elle pour résultat d'amener la suppression de certaines leçons ?

RÉPONSE.

Le crédit demandé en vue de l'exercice 1913 est inférieur de 42,476 francs à celui alloué pour l'exercice 1912, parce que :

1° Les frais d'éclairage et de chauffage ont été réduits, du fait que l'école

de médecine tropicale qui voisine avec l'École coloniale sera transférée au château Duden, à Forest, pendant l'année 1913;

2° Certains meubles ne devront pas être renouvelés en 1913;

3° Le nombre des élèves appelés à suivre les cours sera en décroissance. Cette décroissance n'a pas pour résultat d'amener la suppression de certaines leçons.

* * *

L'arrêté royal du 30 septembre 1910 réorganise l'enseignement préparatoire du personnel d'Afrique à l'école coloniale. Un programme des cours y est joint, programme qu'il convient de lire attentivement pour se rendre un compte exact des matières enseignées.

L'école coloniale comprend une section supérieure, réservée aux officiers et aux agents spécialement désignés par le ministre pour suivre certains cours, et une section inférieure, réservée aux sous-officiers, aux commis et aux agents inférieurs. Le programme tracé par l'honorable Ministre des Colonies paraît vaste. Si l'on se reporte à l'indication placée en tête des matières enseignées et relative au nombre des leçons données tant aux élèves de la section supérieure qu'à ceux de la section inférieure, on se rend compte que l'enseignement actuel de l'école coloniale ne saurait être que le développement rapide et incomplet d'une table des matières d'ailleurs bien faite.

Certes des notions historiques, administratives, économiques, sociales, linguistiques, géographiques, juridiques, militaires, agricoles, hygiéniques, médicales sont nécessaires aux agents coloniaux, en une mesure proportionnée aux fonctions qui leur seront confiées au Congo.

Mais le point important, le point capital, celui qui concerne tous les agents indistinctement, du plus infime au plus élevé, c'est une formation morale coloniale qui les mette à même et leur inspire l'inébranlable volonté de contribuer personnellement à relever, à développer et à civiliser la race indigène.

Tâche difficile, sans doute, tâche qui exige de l'énergie et de l'initiative, mais seule digne, en fin de compte, d'un peuple de haute culture vis-à-vis du peuple barbare dont il s'est fait le tuteur.

Envisagé de ce point de vue, l'enseignement de l'école coloniale ne peut être regardé jusqu'ici que comme un enseignement élémentaire.

Les résultats de cet enseignement, nous les avons sous les yeux et le discours prononcé à la Chambre, le 31 janvier 1912, par le ministre lui-même, le proclame loyalement.

La section centrale croit pouvoir appeler à nouveau sur ces considérations l'attention, toujours éveillée, de M. le Ministre des Colonies.

Elle souhaite qu'une éducation coloniale supérieure, ayant pour objectif direct le relèvement des nègres, puisse être donnée à nos futurs agents. Lorsque l'étude de la pénétration civilisatrice sera abordée d'une façon complète, intensive, en s'appuyant, d'une part, sur les exemples empruntés aux autres peuples civilisateurs et, d'autre part, sur la connaissance détaillée des mœurs, des sentiments religieux, des idées philosophiques, du caractère des populations noires et sur une formation solide de l'esprit d'énergie et d'ini-

tative, le vœu pourra être formé qu'outre les futurs agents de l'État, les missionnaires, les professeurs, les instituteurs qui se destinent à la colonie suivent des cours que l'on pourra qualifier de cours de civilisation. Ils compléteront ainsi l'excellente préparation que la plupart d'entre eux reçoivent déjà avant de quitter la Belgique.

* * *

M. le Ministre des Colonies a communiqué à la section centrale une note intéressante sur l'état actuel de l'instruction primaire et de l'enseignement professionnel dans la colonie.

Nous la reproduisons.

NOTE SUR LES ÉTABLISSEMENTS D'INSTRUCTION DE LA COLONIE.

Il y a actuellement au Congo 22 établissements d'instruction du Gouvernement, dont 5 pour filles, comportant une population scolaire approximative de 1,500 élèves, et un personnel enseignant de 58 instituteurs et institutrices de race européenne.

A ces établissements sont également attachés un certain nombre d'instituteurs de race noire.

Le chiffre des élèves sera sensiblement augmenté au cours de l'année 1915, par suite de l'ouverture de nouvelles écoles à Buta et à Kabinda, et de l'agrandissement de l'école de Léopoldville.

La colonie d'enfants et l'école primaire de Boma, ainsi que l'école primaire de Léopoldville, comportent un programme qui réunit les matières de l'enseignement primaire. Ces institutions sont spécialement destinées à former les éléments appelés à fréquenter l'école des candidats-commis et les écoles professionnelles, où ils seront poussés vers la profession de clerc, commis, agent des transports, ou vers l'apprentissage d'un métier. Les travaux manuels font également partie du programme. D'autre part, il a été institué à la colonie d'enfants de Boma le travail du bois et du fer, qui permet d'initier les élèves à divers métiers. Un cours d'agriculture y est aussi installé, donné par un instituteur professionnel.

Il y existe encore un atelier pour l'apprentissage des petits métiers : cordonnier, tailleur.

Ces trois établissements sont confiés à la direction des Frères des écoles chrétiennes qui, jusqu'à présent, y ont obtenu, — pour employer l'expression émise par la Commission d'inspection du Gouvernement — des résultats qui ont dépassé toute attente.

Les écoles de Lusambo, Kabinda, Stanleyville et Buta sont spécialement destinées à pousser les indigènes au point de vue professionnel, dans le but d'arriver à former des contremaîtres et des artisans capables. De vastes ateliers, notamment, ont été construits à Lusambo et l'école est outillée pour enseigner les métiers de menuisier, charpentier, maçon, forgeron, plombier, cordonnier, tailleur, imprimeur, relieur, vannier, peintre, etc. On y enseignera également des procédés perfectionnés de pêche.

Une école pour fils de chefs indigènes sera ouverte incessamment à Stanleyville. Cette institution répond à une réelle nécessité : il s'agit de former des jeunes gens capables de remplir les fonctions auxquelles ils seront appelés. Indépendamment de la lecture, de l'écriture, du calcul, on leur inculquera les devoirs des chefs et, notamment, l'amélioration des conditions hygiéniques, la comptabilité et l'administration d'une chefferie indigène.

Le Gouvernement se propose de poursuivre la formation de chefs futurs dans tous les districts où elle est réclamée par les autorités territoriales.

Des écoles de filles sont installées à Nouvelle-Anvers, à Moanda et à Léopoldville ; on y enseigne la lecture, l'écriture, le calcul, la culture, les soins à donner aux enfants et tout ce qui concerne la tenue d'un ménage indigène.

Une école gardienne fonctionne à Boma : les religieuses Franciscaines ont réussi, non sans efforts, à retirer de la rue la presque totalité des fillettes de 2 à 10 ans — 160 enfants.

Au Katanga, Elisabethville a été dotée d'établissements d'instruction pour enfants des deux sexes.

Les écoles de garçons, placées sous la direction des Salésiens, comprennent :

1° Une école primaire, pour enfants blancs, fréquentée par 18 élèves, dont 15 belges, 3 anglais et 2 transvaaliens. Les classes se donnent de 9 heures du matin à 11 1/2 et de 3 heures à 4 1/2 l'après-midi ; elles comportent le français, le flamand, la géographie, l'histoire, l'arithmétique, le chant, la gymnastique, l'hygiène, le dessin. On y donne aussi un cours d'anglais ;

2° Des cours du soir, pour colons blancs, suivis par 27 élèves ; on y enseigne le français, le flamand et le dessin ;

3° Des classes pour noirs, comportant 60 élèves. Ce nombre sera triplé dès que les locaux définitifs auront été édifiés ;

4° Un atelier de menuiserie, fréquenté par 10 noirs, et un atelier pour tailleurs, qui comporte 9 élèves. L'année prochaine s'ouvriront des cours pour l'enseignement des professions de cordonnier et de mécanicien.

Ces diverses institutions sont en bonne voie de progrès et donnent les meilleurs résultats, ainsi qu'en attestent les appréciations élogieuses émises à leur sujet par l'administration locale à Elisabethville.

Elisabethville possède également une école primaire pour les filles de race blanche, comptant 21 élèves, dont 14 belges, 4 transvaaliennes, 1 grecque, 1 suisse, 1 anglaise. Cette école est tenue par des Sœurs de la Charité au courant de la langue anglaise.

A Tshinsenda existe aussi une école primaire fréquentée par une dizaine d'enfants de race blanche ; elle est dirigée par M. l'abbé Luysterborg, curé de la localité.

Indépendamment des établissements repris ci-dessus, il existe d'autres institutions qui ont été agréées par le Gouvernement : il en est ainsi de l'école normale de Lusaka, dirigée par les Pères blancs et qui forme des instituteurs et des commis de couleur, — de l'école professionnelle de Tumba,

fondée par les Rédemptoristes, et de l'Ecole de Hemptinne-Saint-Benoît (Kasai), tenue par les missionnaires de Scheut, et qui, à elle seule, compte plus de mille élèves.

Les résultats obtenus dans ces institutions sont magnifiques : notamment, en ce qui concerne l'école de Lusaka, les devoirs des élèves, qui ont été envoyés au Ministère des Colonies, sont surprenants, surtout si l'on tient compte qu'il s'agit d'indigènes du centre africain.

Enfin des écoles, construites avec l'aide de la colonie, fonctionnent à Inongo (lac Léopold II), à Kangu (district du Bas-Congo) et à Nouvelle-Anvers (Bangala); elles appartiennent à la congrégation de Scheut.

*
* *

LE RAPPORT SUR L'ADMINISTRATION DU CONGO BELGE.

Si bref que doive être, cette année, le rapport de la section centrale, il convient que quelques mots soient dits du rapport présenté aux Chambres par M. le Ministre des Colonies.

Le travail ne chôme pas au Congo !

Sous l'impulsion énergique et intelligente du Ministre, la prise de possession morale de la colonie par la Belgique fait d'incontestables progrès.

La lecture du rapport adressé au Parlement est, à ce propos, d'un haut intérêt.

De nouvelles mesures décentralisatrices sont prises. L'administration territoriale est en voie de réorganisation. Le nombre des magistrats s'élève. Il est actuellement de 84 et, avec lui, s'élève l'étiage de la justice.

Le nombre des résidents blancs établis au Congo va en croissant. Il est de plus de 5,000, d'après une note reçue du Département des Colonies.

Le gouvernement qui a, conformément au plan qu'il s'était tracé, proclamé la liberté commerciale dans la dernière zone du territoire où existait encore le système du monopole, ne s'arrête pas dans cette voie. Il négocie en ce moment avec la compagnie des Grands Lacs en vue d'obtenir la libération des terres attribuées à la compagnie par la convention de 1902.

La section centrale ne peut qu'applaudir à cette excellente initiative.

L'activité industrielle et commerciale, les lignes de chemin de fer et de bateaux à vapeur, les lignes télégraphiques, téléphoniques, radiotélégraphiques se développent rapidement.

Si la découverte — qu'annoncent les journaux — d'importants gisements houillers se confirme, un avenir brillant est réservé à l'industrie dans notre colonie.

D'autre part, les missions chrétiennes continuent à progresser. On compte actuellement, dit le rapport, 78 postes de missions catholiques et 47 postes de missions protestantes. Le nombre de ces derniers montre éloquemment avec quelle largeur de vues les principes proclamés par la Conférence de Berlin, lors de la fondation de l'Etat indépendant, sont observés.

Les vrais civilisateurs des races inférieures sont les missionnaires, les hommes et les femmes qui, indifférents au lucre ou à la gloire humaine, durs pour eux-mêmes, émus de pitié pour les pauvres noirs, s'en vont répandre les lumières civilisatrices de l'Évangile dans des régions assombries par les ténèbres du fétichisme et de la sorcellerie, et qui consacrent joyeusement leur vie à des peuples demeurés jusqu'ici au stade de la barbarie.

Ces hommes et ces femmes — quelle que soit la confession chrétienne à laquelle ils appartiennent — méritent plus que l'admiration et plus que le respect.

Ils méritent d'être soutenus et aidés dans leur tâche ingrate par tous ceux qui ont l'honneur de collaborer à l'œuvre civilisatrice.

Tels sont aussi, nous ne l'ignorons pas, les sentiments du Ministre.

Organe de la Chambre, la section centrale tient à marquer, une fois de plus, l'accord unanime qui existe à ce propos.

* * *

Si le rapport sur l'administration du Congo belge est d'une lecture réconfortante pour ceux qui suivent avec intérêt les progrès de l'œuvre grandiose poursuivie par les Belges en Afrique, il révèle cependant l'existence d'une ombre au tableau. Il résulte des termes mêmes du rapport que jusqu'ici la colonisation agricole libre ne se développe pas aussi rapidement que les autres branches de l'activité humaine.

Tandis que l'immigration comprend, du 1^{er} janvier 1910 au 30 juin 1912, 189 artisans et 33 personnes pratiquant des professions diverses, elle ne comporte que 41 agriculteurs.

D'autre part, les six terrains vendus ou loués, en vue d'exploitations agricoles et de petites cultures vivrières, n'ont qu'une superficie totale de 43 h., 70 a., 80 c.

Enfin, au Katanga, où les terres fertiles sont en quantité suffisante, où le climat est tempéré, il n'y a jusqu'ici que dix familles, comptant en tout 53 personnes, qui s'adonnent à l'agriculture.

C'est peu ! C'est trop peu ! Et il faut que toutes les bonnes volontés s'unissent pour que la colonisation agricole libre se développe.

Le concours du Département des Colonies à cette œuvre d'importance capitale s'exerce, sans aucun doute, avec intelligence et dévouement.

Les trente-trois colons agricoles du Katanga, recrutés avec soin, ont reçu du Gouvernement tout l'appui désirable. L'année dernière, ils ont eu à subir une saison particulièrement défavorable : quelques-uns d'entre eux sont du reste arrivés au Katanga trop tard pour y faire certaines semailles. Cette année, l'expérience se poursuit dans des conditions normales.

Si elle réussit, le Gouvernement a l'intention de s'adresser aux Belges qui, chaque année, émigrent en assez grand nombre. Il pourra leur faire des promesses d'avenir qu'il n'ose pas encore formuler en ce moment.

La section centrale croit pouvoir, de son côté, attirer l'attention de M. le Ministre des Colonies sur un moyen éventuel d'accroître au Congo le nombre des colons s'occupant d'agriculture, aussitôt que l'expérience actuellement poursuivie aura parlé.

Ce moyen consisterait à autoriser les missionnaires belges à faire directement appel à des familles d'agriculteurs qui placeraient en eux leur confiance, partiraient avec eux pour le Congo et s'installeraient, à proximité des missions, sur des terres choisies par les missionnaires. Naturellement, l'Etat se réserverait le droit d'examiner et de ratifier ou de rejeter chaque contrat de l'espèce. La ratification du contrat comporterait l'octroi, par l'Etat, des frais de voyage, de vivres pendant les premiers temps du séjour, d'habitations et de terres.

L'expérience acquise par les missionnaires, d'une part, la confiance qu'ils inspirent, d'autre part, décideraient peut-être des familles d'agriculteurs ou d'artisans à s'expatrier. Dans certains cas, les colons belges trouveraient, grâce aux missionnaires, des débouchés pour leurs produits.

Il semble à la section centrale que, lorsque la démonstration sera faite que l'agriculteur peut prospérer au Katanga, ce moyen pourrait, tout au moins, être mis à l'essai.

*
* *

A propos du budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1913, une seule question a été posée au Ministre.

QUESTION.

La section centrale espère qu'à l'Exposition internationale de 1913, à Gand, aucune exhibition de nègres du Congo ne sera tolérée.

Elle serait charmée d'en recevoir l'assurance.

RÉPONSE.

Non, aucune exhibition de nègres du Congo belge n'aura lieu à l'Exposition de Gand en 1913. Le département est résolument adverse d'exhibitions de ce genre.

La section centrale a adopté le projet de budget à l'unanimité des voix, moins une abstention.

Le rapport a été voté à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,

VERHAEGEN.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1912-1913.

Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor Belgisch-Congo, dienstjaar 1913⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begrooting werd door al de Afdeelingen aangenomen.

Dit jaar werden zeer weinig opmerkingen gemaakt en bijgevolg heeft de Middenafdeeling verlangd dat het verslag melding zou maken van deze omstandigheid, dat het verslag kort weze en dat de Kamer, zooals de Koloniale Wet het wil, vóór het einde des jaars uitspraak zou kunnen doen over het ontwerp van begrooting.

* *

De begrooting voor het jaar 1913 voorziet gewone ontvangsten tot een bedrag van	fr. 50,933,064
De geraamde uitgaven beloopt slechts	40,418,100
Zoodat er een tekort is van.	fr. 10,514,964

Anderdeels voorziet de begrooting als buitengewone uitgaven fr. 15,024,020.21.

De geldmiddelen om deze buitengewone uitgaven te bestrijden behoeven te worden gevonden door eene leening.

Een lid der Middenafdeeling merkte aan, dat tot nog toe de ontwerpen van buitengewone begrooting voor de Kolonie een tekort opleverden.

Nochtans blijkt uit het jongste verslag over het bestuur van Belgisch-Congo, dat de afgelopen dienstjaren (1908 tot 1911) een gezamenlijk overschot van gewone ontvangsten opleveren van fr. 12,441,965.74 (voorlopig cijfer).

(1) Begrooting, n° 5.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren Poncelet, Versteylen, De Ponthière, Van Mareke, Tibbaut, Verhaegen.

Deze uitslag, waarop het overbodig ware de aandacht van de Kamer te vestigen, bevestigt overigens de verklaringen, bij den aanvang des jaars ter Kamer afgelegd door den Minister van Koloniën.

VRAAG.

Waarom, gezien deze geruststellende feiten, stelt de Minister andermaal, voor het dienstjaar 1913 voor aan de Kamer een ontwerp van begrooting, met een tekort van meer dan tien miljoen?

Op deze vraag, gesteld door een lid der Middenafdeeling, antwoordde de Minister van Koloniën :

ANTWOORD.

Bij het opmaken van de begrootingen, door de vraag bedoeld, is zoo nauwkeurig mogelijk rekening gehouden met voorziene ontvangsten en uitgaven. Feitelijk hebben de ontvangsten meer opgeleverd en bleef er een overschot op de kredieten, uitgetrokken voor de uitgaven. Daarenboven hebben onvoorziene en uitzonderlijke ontvangsten de geldmiddelen der Kolonie verhoogd.

De begrooting voor 1913 sluit met een tekort, omdat de Minister den toestand wil voorstellen zooals hij zich thans voordoet, volgens regelmatige ramingen. 't Kan gebeuren dat er uitzonderlijke ontvangsten zullen zijn, doch onmogelijk kan daar thans worden op gerekend.

*
* * *

Het lid der Middenafdeeling, van wien deze vraag uitging, heeft oprecht bekend dat de ontwerpen van begrooting, door den Minister van Koloniën opgemaakt, onbetwistbaar den indruk verwekken dat zij echt zijn.

Deze indruk wordt bevestigd door het antwoord van den Minister.

Zoolang uit de rekeningen over verlopen dienstjaren niet is gebleken dat er op de gewone begrooting een ernstig tekort is, zal er overigens geen aanleiding bestaan om te onderzoeken of het behoort te worden bestreden door middel van tegemoetkoming vanwege het Moederland, dan wel door eene leening.

*
* * *

De vraag of de vergoeding, voortkomende van de Kasai-Maatschappij en door den Minister gestort voor onvoorziene ontvangsten van de gewone begrooting voor 1911, hare echte plaats heeft, werd andermaal opgeworpen.

De Verslaggever stelde den Minister de vraag en kreeg daarop het volgende antwoord :

NOTA.

Volgens een algemeen beginsel van openbare comptabiliteit, dat in alle financieele wetten voorkomt, behoeven « al de te innen rechten en opbrengsten te worden verbonden aan den dienst van het jaar waarin zij vervallen of waarin zij eischbaar zijn ».

Dit beginsel komt voor in artikel 3 van het koninklijk besluit van 10 De-

cember 1868 tot regeling van de comptabiliteit in België; artikel 16 der wet van 13 Mei 1846 zegt zelfs duidelijk : « Op het loopend dienstjaar worden als ontvangst aangerekend.... over 't algemeen al de fondsen die zouden voortspruiten uit een bron vreemd aan de door de wetgeving toegestane kredieten ».

Krachtens dit algemeen beginsel, werd de vergoeding aangerekend als ontvangst op het loopend dienstjaar (gewone begrooting).

Kan er aan deze vergoeding geen andere bestemming worden gegeven?

Deze vergoeding kan bijvoorbeeld worden beschouwd als zijnde de prijs der vervreemding van een gedeelte van de koloniale bezitting en men kan beweren dat deze ontvangst moest opwegen tegen de uitgaven strekkend om de uitrusting op economisch gebied te verbeteren. Zodoende ware de vergoeding opgenomen geworden onder de buitengewone ontvangsten.

Dergelijke handelwijze ware in strijd geweest met het hierboven uiteengezet algemeen beginsel en, om eene uitzondering te veroorloven, behoort er eene klare en duidelijke machtiging, welke van gestrenge toepassing is. Deze uitzonderingstekst ontbrak volstrekt; geene wet welke de buitengewone uitgaven toelaat, *geene buitengewone begrooting veroorloofde voor de betaling andere middelen dan diegene welke zijn verstrekt door eene leening*. Het in rekening brengen, onder de buitengewone ontvangsten, van de vergoeding vanwege de Kasai, ware dus eene inbreuk op de begrootingswetten geweest.

Dezelfde inbreuk ware begaan, hadde men deze vergoeding wederbelegd, 't is te zeggen indien men, deze som voortkomend van vervreemding van een gedeelte der portefeuille, de portefeuille had willen aanvullen tot het vereischte bedrag. Tot dergelijke verrichting ontbrak de onmisbare wettelijke toestemming.

Ten andere, welke wijze van ontvangst men ook aanneme, toch moest de uitslag dezelfde blijven.

Door de ontvangst op den gewonen dienst te boeken, vermeederde men blijkbaar de betalingsmiddelen der Thesaurie; deze middelen werden aangewend om de buitengewone uitgaven te bestrijden. *Slechts dan is er ontleend, wanneer deze middelen uitgeput waren*. En feitelijk kan men zien dat de buitengewone middelen, door de Kolonie opgeleverd, beneden de uitgaven van denzelfden aard bleven.

Kortom, de wijze van ontvangst, aangenomen voor de vergoeding vanwege de Kasai, strookt met de grondbeginselen van het openbaar rekenplichtig beheer; alle andere doenwijze ware eene overtreding van de begrootingswetten geweest en hadde geene merkelyk andere uitslagen opgeleverd.

*
* *
*

Met niet geringe belangstelling zullen de Kamerleden kennis nemen van de volgende nota, welke de Middenafdeeling ontving van het Ministerie van Koloniën, tot uitlegging van de dit jaar aangenomen nieuwe wijze om de koloniale begrooting op te maken. Deze nieuwigheid bevestigt de beloften, door den Minister aan de Kamer gedaan.

BEGROOTING.

Het ontwerp van begrooting voor de Kolonie, zooals het aan de Kamer is voorgelegd, heeft twee hoofdafdeelingen :

De eerste bevat de Algemeene Begrooting, de andere de Plaatselijke Begrootingen.

De Algemeene Begrooting voorziet de ontvangsten en uitgaven van algemeen aard : de ontvangsten van het tol-, het post- en het rechtswezen, de opbrengst van Staatsbedrijven, enz., en, anderdeels, de uitgaven betreffende den dienst der schuld, de kosten van het rechts-, post- en tolbeheer.

In het u voorgelegd ontwerp bestaan twee Plaatselijke Begrootingen : de eene voor het Algemeen Vice-Gouvernement van Katanga, de andere voor het overige van het grondgebied. Beide bepalen de geldmiddelen waardoor zij worden gespijst, alsmede de haar ten laste komende uitgaven.

Levert deze nieuwigheid de uitslagen op, welke de Regeering er van verwacht, dit is een beter doordacht gebruik van de geldmiddelen der Kolonie, beter beredeneerde ondernemingsgeest bij de hoofden, wier verantwoordelijkheid en macht door het nieuw stelsel wordt vermeerderd, dan is de Regeering van plan nog andere plaatselijke begrootingen in te voeren, beantwoordend aan nieuwe bestuursinstellingen.

Eene andere gewichtige wijziging in den vorm van de koloniale begrooting is deze, welke veroorloofde de splitsing van de kredieten in 190 artikelen in 1912 te brengen tot op 76 in het ontwerp voor 1913.

Onder dezelfde hoofdstukken zijn saamgevoegd de artikelen welke gelijkaardige zaken betreffen, doch behooren tot verschillende diensten, als daar zijn de uitgaven voorzien onder de rubrieken betreffende de « jaarwedde en de vergelding van het blanke personeel der Kolonie »; de « reiskosten van dit personeel »; het « loon en onderhoud van het negerpersoneel over 't algemeen »; de « uitgaven voor materieel : kantoorbehoeften, meubelen en materieel voor het bestuur »; het « technisch materieel voor de onderscheiden diensten »; « vracht- en vervoerkosten »; « invoerrechten ».

Deze schikking maakt de Begrooting leniger, vermijdt overschrijvingen, vereenvoudigt de geschriften tot staving van de kredieten.

De samenvattende tabellen der uitgaven vergemakkelijken de vergelijking der kredieten met die welke zijn toegekend op voorgaande begrootingen.

Voor den dienst der mijnen is er een afzonderlijk hoofdstuk, zoodat men er gemakkelijker de rekening kan van opmaken.

*
* * *

't Is het onderwijs, gegeven in de koloniale school, dat ons personeel in Afrika de bijzondere opleiding moet geven, welke onontbeerlijk is voor ernstige medewerkers aan het groot beschavingswerk, in Congo ondernomen.

Naar aanleiding daarvan werd eene vraag gericht tot den Minister.

VRAAG.

De Middenafdeeling verlangt te weten waarom het krediet, aangevraagd voor de koloniale school, met het oog op de begrooting voor 1913, 42,476 frank minder bedraagt dan het voor het dienstjaar 1912 togekeende krediet. Verwekt de vermindering van het getal leerlingen, die de leergangen mogen volgen, de afschaffing van sommige lessen?

ANTWOORD.

Het aangevraagde krediet voor het dienstjaar 1913 bedraagt 42,476 frank minder dan het krediet voor 1912, omdat :

1^o De kosten voor vuur en licht verminderd werden, daar de school voor tropicale geneeskunde, die naast de koloniale school is gelegen, zal worden overgebracht in 1915 naar het Dudenkasteel, te Vorst ;

2^o Zekere meubelstukken niet behoeven vernieuwd te worden in 1913 ;

3^o Het getal leerlingen, die de leergangen te volgen hebben, zal afnemen. Deze vermindering heeft niet voor gevolg, zekere lessen af te schaffen.

*
* *

Het koninklijk besluit van 30 September 1910 richt op nieuwen voet in het voorbereidend onderwijs van het personeel voor Afrika in de koloniale school. Een studieprogramma werd eraan toegevoegd ; dit programma dient met aandacht te worden gelezen, om zich rekenschap te kunnen geven van de leerstoffen.

De koloniale school bevat een hogere afdeeling, enkel voor officieren en voor ambtenaren door den Minister bijzonder aangeduid om zekere leergangen te volgen, en eene lagere afdeeling voor onderofficieren, klerken en beambten van minderen rang. Het door den Minister van Koloniën opge maakte programma schijnt zeer uitgebreid. Wanneer men acht slaat op de aanduiding, boven de leerstoffen gesteld en betreffende het getal lessen te geven aan de leerlingen van de hogere afdeeling en aan die van de lagere afdeeling, dan bemerkt men dat het huidig onderwijs in de koloniale school slechts een vluchtige en onvolledige uitbreiding is van een overigens goed opgestelde inhoudstabel.

Voorzeker, begrippen van geschiedenis, bestuur, economie, maatschappij-leer, talen, aardrijkskunde, rechtskunde, krijgskunde, landbouw, volksgezondheid, geneeskunde, zijn onmisbaar voor koloniale beambten, naar gelang van het ambt dat hun in Congo wordt toevertrouwd.

Doch het is zaak van belang, ja hoofdzaak, en dit voor al de ambtenaren zonder onderscheid, van den laagste tot den hoogste, dat zij een moreele koloniale opleiding krijgen die hen in staat stelt en hun den onwrikbaren wil geeft om elk het zijne persoonlijk bij te dragen tot verheffing, ontwikkeling en beschaving van het inlandsche ras.

Moeilijke taak voorwaar, die wilskracht en initiatief vergt, doch die ten slotte alleen waardig is van een volk van hooge cultuur tegenover een baarsch volk waarvan het zich als voogd aanstelt.

Van dit standpunt uit, kan het onderwijs in de koloniale school tot heden toe enkel worden aangezien als aanvankelijk.

De uitslagen van dit onderwijs hebben wij bij de hand en de redevoering, ter Kamer uitgesproken op 31 Januari 1912 door den Minister zelf, komt er rond voor uit.

De Middenafdeeling meent op deze beschouwingen nogmaals de steeds scherpe aandacht van den Minister van Koloniën te mogen vestigen.

Zij wenscht dat een hogere koloniale opleiding kunne gegeven worden aan onze toekomstige ambtenaren, een opleiding die rechtstreeks de verheffing der negers ten doel heeft. Wanneer met de studie van het doordringen der beschaving een aanvang zal gemaakt worden op volledige, ingrijpende wijze, steunende eensdeels op de voorbeelden van andere beschavende volkeren en anderdeels op de omstandige kennis van de zeden, de godsdienstige gevoelens, de wijsgeerige gedachten, het karakter der negerbevolking, en op een stevige vorming van den geest van wilskracht en initiatief, dan zal men den wensch kunnen uiten dat buiten de toekomstige ambtenaren van den Staat, de missionarissen, de leeraars, de onderwijzers die voor de Kolonie worden opgeleid, de leergangen zullen volgen, welke men beschavingsleergangen zal kunnen noemen. Aldus zullen zij de uitnemende voorbereiding aanvullen, die de meesten onder hen reeds ontvangen alvorens België te verlaten.

*
* *

De Minister van Koloniën heeft aan de Middenafdeeling een belangwekkende nota medegedeeld over den huidige toestand van het lager onderwijs en van het vakonderwijs in de kolonie.

Ziehier deze nota :

NOTA OVER DE INRICHTINGEN VAN ONDERWIJS IN DE KOLONIE.

Er zijn thans in Congo 22 onderwijsinrichtingen van de Regeering : 5 voor meisjes met nagenoeg 1,500 leerlingen en een onderwijzend personeel van 58 Europeesche onderwijzers en onderwijzeressen.

Een zeker getal negers zijn ook als onderwijzers aan deze inrichtingen gehecht.

Het getal leerlingen zal merkkelijk toenemen in 1913 door het openen van nieuwe scholen te Buta en te Kabiinda en door het vergrooten van de school te Leopoldstad.

De kinderkolonie en de lagere school te Boma, alsook de lagere school te Leopoldstad hebben een programma dat de leerstoffen bevat van het lager onderwijs. Deze inrichtingen zijn voornamelijk bestemd tot de vorming van leerlingen, die geroepen worden de school voor de kandidatenklerk en de vakscholen bij te wonen, waar zij opgeleid worden tot het beroep van bediende klerk, beambte bij den vervoerdienst of tot het aanleren van een ambacht. Handwerk maakt ook deel uit van het programma. Anderdeels leert men ook in de kinderkolonie te Boma de bewerking van hout en ijzer, waardoor de leerlingen ook verscheidene ambachten kunnen

aanleeren. Een vakkundig onderwijzer geeft er ook een leergang van landbouw.

Dan is er nog een werkhuis voor het aanleeren van kleine ambachten als schoen- en kleermaker.

Het bestuur dezer drie inrichtingen is toevertrouwd aan de Broeders van de Christelijke Scholen, die tot heden — om de uitdrukking te bezigen van de Toezichtcommissie van de Regeering — uitslagen hebben verkregen, welke alle verwachting overtroffen.

De scholen te Lusambo, Kabinda, Stanleystad en Buta zijn voornamelijk ingericht om de inboorlingen op te leiden in de ambachten, met het doel bekwame meester-gasten en ambachtslieden te vormen. Ruime werkhuisen werden namelijk te Lusambo gebouwd en de school is uitgerust tot het vormen van allerhande ambachtslieden, als daar zijn : schrijnwerkers, timmerlieden, metsers, smeders, loodgieters, schoenmakers, kleermakers, drukkers, boekbinders, mandenvlechters, schilders, enz. Men zal er ook de nieuwste wijze van visscherij aanleeren.

Een school voor zonen van inlandsche hoofden zal eerlang geopend worden te Stanleystad. Deze inrichting beantwoordt aan een ware behoefte : het is noodig jongelingen te vormen die bekwaam zijn het ambt te vervullen, waartoe zij zullen geroepen worden. Buiten het lezen, het schrijven, het rekenen zal men hun de plichten voor oogen leggen van de hoofden, en namelijk de verbetering van de volksgezondheid, het boekhouden en het beheer van een inlandsch hoofdmanschap.

De Regeering is van plan, de vorming der toekomstige hoofden uit te breiden tot alle districten, waar zulks door de territoriale overheden wordt gevraagd.

Meisjesscholen zijn ingericht te Nieuw-Antwerpen, te Moanda, en te Leopoldstad ; men leert er lezen, schrijven, rekenen, men leert er ook den landbouw, de kinderverzorging, en al wat een inlandsche huishouding aanbelangt.

Een bewaarschool is ingericht te Boma : Zusters Franciskaneressen slaagden er in, niet zonder moeite, schier al de jonge meisjes van 2 tot 10 jaar, te zamen 160 kinderen, van de straat te houden.

In Katanga, te Elisabethstad, werden scholen ingericht voor kinderen van beide kunne.

De jongensscholen, onder het bestuur der Salesianen, bevatten :

1° Een lagere school voor blanke kinderen, bijgewoond door 18 leerlingen, waaronder 13 Belgische, 3 Engelsche en 2 Transvaalsche. De klassen worden gegeven van negen uur 's morgens tot half twaalf en van drie uur tot half vijf 's namiddags ; men leert er Fransch, Vlaamsch, aardrijkskunde, geschiedenis, rekenkunde, zang, turnkunst, gezondheidsleer, teekenkunde. Men leert er ook Engelsch :

2° Avondscholen voor blanke kolonisten, bijgewoond door 27 leerlingen ; men leert er Fransch, Vlaamsch en teekenen ;

3° Leergangen voor negers met 60 leerlingen. Dit getal zal verdubbeld worden, zoodra de lokalen zullen klaar zijn ;

4° Een werkhuis voor schrijnwerkerij, bezocht door 10 negers, een voor

kleermakers met 9 leerlingen. Het volgende jaar zullen leergangen worden ingericht voor de ambachten van schoenmaker en werktuigkundige.

Deze verschillende inrichtingen maken steeds vorderingen en geven de beste uitslagen, zooals blijkt uit de loffelijke beoordeeling van het plaatselijk bestuur te Elisabethstad.

Elisabethstad bezit insgelijks een lagere school voor blanke meisjes met 21 leerlingen, waaronder 14 Belgische, 4 Transvaalsche, 1 Grieksche, 1 Zwitsersche, 1 Engelsche. Deze school wordt gehouden door de Zusters van Liefde die de Engelsche taal machtig zijn.

Te Tshinsenda bestaat ook een lagere school, bezocht door een tiental blanke kinderen; zij wordt bestuurd door den eerwaarden heer Luysterborg, pastoor van de plaats.

Buiten de voormelde inrichtingen bestaan er nog andere, door de Regeering aangenomen: namelijk, de Normaalschool te Lusaka, bestuurd door de Witte Paters, waar negers worden opgeleid tot onderwijzer en klerk, de vakschool van Tumba, gesticht door de Redemptoristen, en de school te St-Benedictus-Hemptinne (Kasai), gehouden door de missionarissen van Scheut, en die, voor haar deel alleen, meer dan duizend leerlingen telt.

De uitslagen, in die instellingen verkregen, zijn schitterend: onder andere, wat betreft de School van Lusaka, zijn de werken der leerlingen, welke aan het Ministerie van Koloniën werden gezonden, wonderbaar, vooral wanneer men in aanmerking neemt dat het inboorlingen uit het midden van Afrika geldt.

Eindelijk bestaan er scholen, opgericht met de medehulp van de Kolonie, te Inongo (Leopold II-Meer), te Kangu (district van den Beneden-Congo) en te Nieuw-Antwerpen (Bangala); ze zijn het eigendom van de Congregatie van Scheut.

*
* *

HET VERSLAG OVER HET BESTUUR VAN BELGISCH-CONGO.

Hoe kort het verslag van de Middenafdeeling dit jaar ook zijn moet, dan toch behoort het, enkele woorden te zeggen van het verslag, bij de Kamers ingezonden door den Minister van Koloniën.

In Congo is men niet werkeloos!

Onder de krachtadige en verstandige leiding van den Minister, gaat de moreele inbezitruiming van de Kolonie door België onbetwistbaar vooruit.

De lezing van het verslag, bij het Parlement ingezonden, is in dit opzicht zeer belangwekkend.

Nieuwe maatregelen tot decentralisatie zijn genomen. Het territoriaal bestuur zal weldra heringericht zijn. Het getal magistraten neemt toe: thans zijn er 84 en zóó verheft zich het gerecht.

Het getal in Congo verblijvende blanken groeit aan: het overschrijdt 5,000, volgens eene mededeeling ontvangen door het Ministerie van Koloniën.

De Regeering die, in overeenstemming met het door haar aangenomen

plan, de handelsvrijheid heeft afgekondigd in de laatste strook van het grondgebied waar het monopoliestelsel nog toegepast werd, gaat op dien weg voort. Thans onderhandelt zij met de « Compagnie des Grands Lacs » om te bekomen dat de gronden, aan die « Compagnie » toegekend door de Overeenkomst van 1902, vrije gronden worden.

De Middenafdeeling juicht dit uitnemend initiatief toe.

De bedrijvigheid op nijverheids- en handelsgebied, de spoorwegen en de stoombootdiensten, de telegraaf-, telefoon- en radiotelegraafdiensten breiden zich snel uit.

Wordt het nieuws van de ontdekking van ruime kolenlagen bevestigd, dan gaat de nijverheid in onze Kolonie eene schitterende toekomst te gemoet.

Anderzijds gaan de christelijke missiën voortdurend vooruit. Volgens het verslag zijn er thans 78 posten van katholieke missiën en 47 posten van protestantsche missiën. Dit laatste cijfer toont op welsprekende wijze aan, hoe onbekrompen men de beginselen in acht neemt, welke door de Conferentie van Berlijn werden gehuldigd bij het oprichten van den Onafhankelijken Staat.

De ware beschavers van de lagere rassen zijn de missionarissen, de mannen en de vrouwen die, vreemd aan winstbejag of aan menschelijken roem, streng voor zich zelf, bezielde met medelijden voor de arme negers, het beschavend licht van het Evangelie verspreiden in streken, verduisterd door fetichisme en tooverij, en die met vreugde hun leven wijden aan volkeren, welke tot nu toe barbaarsche volkeren zijn gebleven.

Die mannen en die vrouwen — om 't even tot welke christelijke belijdenis zij behooren — verdienen niet alleen bewondering en eerbied.

Zij behoeven in hunne moeilijke taak gesteund en geholpen te worden door al wie de eer heeft, aan het beschavingswerk mede te werken.

Dat zijn ook, wij weten het, de gevoelens van den Minister.

De Middenafdeeling, tolk van de Kamer, stelt er prijs op, nogmaals te bevestigen dat allen het hieromtrent eens zijn.

* * *

Is de lezing van het verslag over het bestuur van Belgisch-Congo troostend voor hen die met belangstelling nagaan hoe het grootsche werk, in Afrika verricht door de Belgen, vooruitgaat, dan toch toont het ons een schaduwzijde aan. Uit de bewoordingen zelf van het verslag blijkt, dat tot nu toe de vrije landbouwkolonisatie zich niet zoo snel uitbreidt als de overige takken van 's menschen bedrijvigheid.

Van 1 Januari 1910 tot 30 Juni 1912 vestigden zich in Congo 189 ambachtslieden en 35 personen behorende tot verschillende bedrijven, integendeel, slechts 41 landbouwers hebben zich in Congo gevestigd.

Anderzijds bedraagt de oppervlakte van de zes gronden, die werden verkocht of verhuurd voor landbouwondernemingen en kleine cultuurgewassen, slechts 43 h. 70 a. 80 c. in 't geheel.

Eindelijk, in Katanga, waar er vruchtbare gronden genoeg zijn, waar het

klimaat gematigd is, zijn er tot nu toe slechts tien gezinnen, tellende te zamen 53 personen, die zich op landbouw toeleggen.

Het is weinig! Het is te weinig! Ook moeten al de mannen van goeden wil samenwerken, opdat de vrije landbouwkolonisatie zich uitbreide.

Ongetwijfeld werkt het Ministerie van Koloniën met verstand en toewijding meê aan dit werk, dat een hoofdzakelijk belang oplevert.

De drie en dertig landbouwkolonisten in Katanga, met zorg aangeworven, werden door de Regeering naar wensch gesteund. Verleden jaar hadden zij een uitzonderlijk ongunstig seizoen : overigens, enkelen konden sommige gewassen niet zaaien, omdat zij in Katanga te laat waren aangekomen. Dit jaar wordt de proefneming onder normale omstandigheden voortgezet.

Slaagt die proefneming, dan is de Regeering voornemens zich te wenden tot Belgen die, elk jaar, in nog al groot getal uitwijken. Zij zal hun beloften voor de toekomst kunnen doen, welke zij thans nog niet durft bepalen.

Van hare zijde, meent de Middenafdeeling de aandacht van den Minister van Koloniën te mogen vestigen op een mogelijk middel om het getal kolonisten, zich toeleggende op landbouw, te doen toenemen, zoodra de uitkomsten van de proefneming, waartoe thans wordt overgegaan, zullen gekend zijn.

Ziehier dit middel : aan de Belgische missionarissen zou men machtiging verleen en om rechtstreeks landbouwersgezinnen aan te werven, die in hen zouden betrouwen hebben, die met hen naar Congo zouden vertrekken en zich zouden vestigen, in de nabijheid van de missiën, op gronden gekozen door de missionarissen. Het spreekt vanzelf dat de Staat zich het recht zou voorbehouden elke overeenkomst van dien aard te onderzoeken en al of niet goed te keuren. De goedkeuring van de overeenkomst zou voor gevolg hebben, dat de Staat de reiskosten, alsmede de kosten van onderhoud gedurende de eerste tijden van het verblijf, van woning en van gronden zou betalen.

De ervaring van de missionarissen, eenerzijds, het vertrouwen dat zij inboezemen, anderzijds, zouden gezinnen van landbouwers- of van ambachtslieden wellicht aanzetten, het vaderland te verlaten. In sommige gevallen zouden de Belgische kolonisten, dank zij de missionarissen, vertierwegen vinden voor hunne producten.

De Middenafdeeling is van meening dat, wanneer het bewezen zal zijn dat de landbouw in Katanga kan bloeien, gezegd middel althans bij wijze van proef zou kunnen aangewend worden.

*
* *

Naar aanleiding van de begrooting der buitengewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1913, werd slechts ééne vraag gericht tot den Minister.

VRAAG.

De Middenafdeeling hoopt dat elke vertooning van negers uit Congo verboden zijn zal op de Internationale Tentoonstelling te Gent, in 1913.

Het zou haar genoegen doen, zulks met zekerheid te vernemen.

ANTWOORD.

Geen enkele vertooning van negers uit Belgisch-Congo zal op de Tentoonstelling te Gent, in 1913, geduld worden. Het Departement is volkomen vijandig aan soortgelijke vertooningen.

De Middenafdeeling heeft het ontwerp van begrooting aangenomen met algemeene stemmen, behalve één onthouding.

Het verslag werd door de aanwezige leden met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,

VERHAEGEN.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

